

18 mai 2000, Santiago du Chili

Allocution devant la Sociedad Fomento Fabril

Monsieur Felipe Lamarca, Président de la SOFOFA,

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Buenos dias. Je suis heureux de vous adresser la parole aujourd'hui, amis chiliens, en compagnie de la plus importante mission économique et institutionnelle réalisée par le Québec au Chili. Nous sommes touchés par votre accueil. Cela augure bien pour l'intensification de nos relations. Nous sommes arrivés à Santiago, hier soir, dans votre capitale qui se laisse agréablement découvrir. Vos promenades urbaines, l'assortiment généreux de musées et de monuments, ainsi que la proximité des Andes, offrent à votre ville un cadre dont vous pouvez être fiers. Je m'en voudrais de ne pas mentionner également la proverbiale courtoisie de la population de Santiago, qui ajoute à son prestige et à sa renommée internationale. Je ne vous cache pas non plus notre admiration pour la richesse de votre culture, couronnée par deux prix Nobel de littérature: Gabriela Mistral et Pablo Neruda. Cette mission commerciale au Chili n'est pas la première mission québécoise dans votre pays, mais la première pilotée par le chef du gouvernement. Dès 1946, une mission de la Chambre de commerce de Montréal s'est rendue dans votre pays. Nos échanges économiques et culturels se sont poursuivis depuis et connaissent maintenant une relance.

Au cours des dernières années, une dizaine de missions impliquant plus de 200 entreprises ont été organisées chez vous. Je tiens à remercier la SOFOFA et plus particulièrement son président, l'ingénieur commercial, Monsieur Felipe Lamarca, de leur précieuse collaboration. La présente mission a d'abord un caractère économique. La centaine d'entreprises qui m'accompagnent proviennent des secteurs les plus dynamiques de notre économie, tels l'énergie, l'environnement, la construction, l'aéronautique, les technologies de l'information, la biopharmaceutique, l'agroalimentaire et le transport. Il s'agit d'éléments clés de notre économie, et d'entreprises qui ont permis au Québec d'occuper une place de choix sur le marché mondial. Toutefois, nos objectifs ne se limitent pas à l'économie et au commerce. Nous voulons établir un dialogue plus large. C'est pourquoi, durant cette mission au Chili, j'aborderai également la vision qu'a le Québec de la coopération hémisphérique intégrée. Une coopération où l'on se préoccupe de croissance économique, bien sûr, mais également de jeunesse, d'éducation et de valeurs socioculturelles. Ce sont ces diverses facettes qui confèrent une dimension plus enrichissante à nos rapports.

Laissez-moi vous parler d'abord du Québec d'aujourd'hui. L'économie québécoise a connu des transformations importantes au cours des dernières années. Ces transformations ont diverses répercussions. En 1999, par exemple, le Québec a enregistré une croissance de son produit intérieur brut de 3,8 %, ce qui constitue l'une de nos meilleures performances depuis onze ans. C'est une croissance supérieure à celle de la moyenne des pays du G7 (+ 2,8 %) et qui se compare avec celle des États-Unis, qui s'établit à 4,1 %. Peu d'indicateurs

économiques expriment mieux la vigueur d'une économie que la création d'emplois. Et à ce chapitre, le marché du travail du Québec a été dynamique. En 1998, plus de 86 000 nouveaux emplois ont été créés. En 1999, près de 76 000. La meilleure performance pour deux années consécutives depuis douze ans. Cette création d'emplois profite d'abord aux jeunes. En 1999, ils ont décroché plus du tiers des nouveaux emplois, alors qu'ils représentent 16 % de la population active. Cela constitue la plus forte hausse de l'emploi chez les jeunes depuis 27 ans. Évidemment, une telle amélioration de l'emploi s'est reflétée sur le taux de chômage. Alors que celui-ci avait atteint 13,3 % en 1993, il se maintient depuis six mois dans les 8 %.

Les nouvelles sont bonnes, aussi, au chapitre des investissements. Depuis 1994, la croissance des investissements privés au Québec dépasse celle du Canada et, en 1999, elle a été trois fois plus rapide. Les dirigeants d'entreprise ont confiance en notre économie et ils investissent dans l'avenir. Nous exportons hors de nos frontières près de 60 % de notre production, ce qui fait de notre économie l'une des plus ouvertes sur le monde. Certes, le Québec, comme d'autres pays, a profité d'une conjoncture favorable, dont la solide performance de l'économie américaine. Mais ces bonnes nouvelles sont également le fruit d'actions entreprises par notre secteur privé et par mon gouvernement. D'autres mesures concernant des investissements dans des secteurs stratégiques commencent à porter fruits. C'est le cas notamment des biotechnologies et du multimédia. Nous sommes donc résolument optimistes quant à la suite des choses. D'ailleurs, tous les prévisionnistes du secteur privé anticipent une poursuite vigoureuse de la croissance économique et une baisse du taux de chômage au Québec. Il est révolu le temps où l'on décrivait l'économie du Québec comme essentiellement tournée vers les richesses naturelles.

Le Québec possède maintenant toutes les caractéristiques d'une économie moderne, le secteur tertiaire occupant une place dominante avec 71 % du PIB. Le Québec se classe au premier rang dans plusieurs secteurs de ce qu'on appelle maintenant la nouvelle économie. Ce repositionnement du Québec est particulièrement visible à Montréal. En effet, selon la firme internationale Price Waterhouse, Montréal, la métropole du Québec, avec plus de 3 000 000 d'habitants, se classe au quinzième rang des grandes villes d'Amérique du Nord pour ce qui est de la population. Elle est neuvième pour le nombre d'entreprises de pointe, septième pour le nombre d'emplois en technologies de l'information, sixième dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique, cinquième dans le domaine aéronautique, et première pour ce qui est de la proportion de la population qui œuvre dans les technologies de pointe.

Quant à Québec, notre capitale nationale, dont le maire, M. Jean-Paul L'Allier, est parmi nous aujourd'hui, elle se transforme chaque jour davantage pour devenir un centre de haute technologie. Elle se démarque notamment dans le secteur de l'optique, en technologies de l'information, en biotechnologies et dans ce matériau d'avenir qu'est le magnésium. Dans le secteur de l'aéronautique, c'est au Québec que se situe plus de la moitié de la production de l'industrie canadienne, qui y regroupe 60 % des activités en recherche et développement. Montréal est la seule ville au monde où il est possible de trouver tous les éléments nécessaires à la construction d'un avion ou d'un hélicoptère dans un rayon de 30 kilomètres.

Montréal est ainsi la deuxième concentration mondiale en aéronautique après Seattle et devant Toulouse. L'industrie aéronautique québécoise a développé plusieurs produits de renommée mondiale. Je pense, entre autres, au Jet Régional développé par le troisième

avionneur civil au monde, soit Bombardier. Deux de ces appareils viennent d'ailleurs d'être livrés à la société Southern Winds, plus tôt cette semaine, à l'aéroport de Córdoba, en Argentine. Toujours dans le domaine des transports, le Québec est réputé pour son expertise dans la construction de camions, de voitures, d'autocars, de trains, de wagons de métro et de navires. Nous nous sommes taillé une place enviable dans le secteur des technologies de l'information. Que ce soit en télécommunications, en informatique, en conception multimédia, en géomatique ou dans les composantes électroniques, plusieurs firmes québécoises figurent parmi les plus importantes au monde. En ce qui concerne l'énergie, l'hydroélectricité a grandement contribué à la croissance et au développement économique du Québec. Aujourd'hui, notre expertise en matière de production, de transport et de distribution d'électricité est reconnue mondialement. Le secteur des biotechnologies joue un rôle capital dans l'économie du Québec. Avec ses nombreuses universités et ses centres hospitaliers universitaires de recherche ainsi que ses entreprises, le Québec se classe parmi les 10 centres d'excellence du domaine dans les Amériques. Et l'Institut de recherche en biotechnologie de Montréal est le plus important centre de recherche spécialisé dans ce domaine au monde. Les entreprises du Québec sont très recherchées pour leur expertise en matière de protection de l'environnement. Que ce soit dans le développement et la fabrication d'équipement de traitement des eaux usées, de systèmes d'assèchement des boues et de récupération des déchets, elles sont parmi les meilleures au monde.

Nos entreprises excellent aussi dans le recyclage des déchets et la réhabilitation des sols contaminés. Les conditions climatiques particulières au Québec ont fait naître et s'épanouir une industrie de la construction qui compte parmi les plus novatrices. Le Québec est réputé pour ses firmes de génie-conseil, et son expertise est reconnue en matière de construction résidentielle, de rénovation et de modernisation d'édifices. Enfin, quant au secteur agro-alimentaire, les entrepreneurs québécois connaissent un succès enviable sur les marchés internationaux. L'un des principaux moteurs de la croissance des entreprises québécoises a sans aucun doute été leur percée sur le marché de l'exportation. Nos entrepreneurs, dont les succès créent de plus en plus d'emplois, ont su prendre avantage de la libéralisation commerciale. Plusieurs raisons expliquent cette réussite. Mais nous croyons que l'émergence du Québec comme interface entre l'Europe et l'Amérique du Nord est un élément déterminant. Notre interaction avec la principale source mondiale d'innovation, les États-Unis d'Amérique, est bien connue. Notre avantage vient de ce que nous avons tiré parti de notre identité francophone pour accéder à la seconde source d'innovation en importance, l'Europe. Au Québec, 600 grandes entreprises des États-Unis et 600 grandes entreprises européennes travaillent côte à côte dans nos grappes industrielles en technologies de pointe. Et quand nos chercheurs publient conjointement les résultats de travaux de recherche, 35 % le font avec des scientifiques américains et 40 %, avec des collègues européens. Cela a permis d'instaurer une véritable interface scientifique entre les États-Unis, l'Europe et le Québec.

Les populations, les idées et les entreprises américaines et européennes se rejoignent au Québec comme elles le font rarement ailleurs. Baignant dans un milieu technique, scientifique et culturel constamment alimenté par les deux mondes, les cadres, les chercheurs et les travailleurs spécialisés du Québec jouissent d'un avantage certain en matière de recherche et développement, de conception, de production et de commercialisation. Ce creuset créatif peut aider à expliquer pourquoi un peuple de 7 000 000 de personnes figure maintenant parmi les dix premières nations du monde dans le

secteur de l'économie du savoir. Cette nouvelle force économique du Québec, nous voulons désormais l'arrimer à l'Amérique latine tout entière. Le Québec a mené la lutte en faveur du libre-échange au cours des années 80. Sans le vote massif des Québécois en faveur de l'Accord de libre-échange de 1988, nous ne pourrions envisager, aujourd'hui, la création d'une zone de libre-échange s'étendant de la Terre de Baffin à la Terre de Feu. C'est une perspective qui ne nous effraie pas. Au contraire, nous la souhaitons vivement! Créer une zone de libre-échange est un défi difficile à relever, et c'est pourquoi je salue les efforts d'intégration régionale en Amérique latine. Je veux parler ici des marchés communs en cours de formation, tels le MERCOSUR et la Communauté andine.

Je tiens à souligner que l'adhésion des Québécois au libre-échange fait consensus. Comme vous le savez sans doute, le Québec vit depuis quelques années un débat démocratique important quant à son avenir politique. Plusieurs, dont je suis, pensent que l'avenir du Québec sera mieux servi s'il devient un État souverain. D'autres acceptent le statu quo ou pensent encore, malgré les nombreuses tentatives infructueuses des 40 dernières années, qu'il est préférable de tenter de réformer le Canada de l'intérieur. Mais nous sommes unanimes sur un point : quelle que soit notre option préférée – nous croyons qu'il revient aux Québécois, et à eux seuls, de déterminer leur avenir politique et constitutionnel. Une chose est certaine, quelle que soit notre décision future, le Québec a fait une fois pour toutes le choix d'être parmi les sociétés les plus ouvertes et les plus engagées dans l'économie panaméricaine et mondiale. Nous croyons que l'établissement d'une zone de libre-échange des trois Amériques sera bénéfique aux 800 000 000 de personnes qui la constitueront. Pour nous, la Zone de libre-échange des Amériques s'insère dans un processus démocratique en vue de définir un ensemble de valeurs et d'intérêts communs pour atteindre un plus haut degré de développement dans notre hémisphère. De même, le Québec a accueilli avec enthousiasme l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, en vigueur depuis 1997.

Divers outils peuvent nous permettre d'accroître nos échanges. Dans la perspective de la création de la Zone de libre-échange des Amériques, j'ai annoncé en mai 1999, à l'occasion d'une mission au Mexique, une importante initiative, que nous appelons la « Décennie québécoise des Amériques ». Ce projet d'envergure s'appuie sur trois piliers stratégiques : l'économie, l'éducation et la jeunesse. Pour la Décennie des Amériques, nous nous sommes donnés comme objectif de tripler le nombre d'entreprises québécoises actives en Amérique latine. Nos entreprises souhaitent développer, avec les vôtres, des partenariats, des alliances stratégiques et des transferts de technologie. Par ailleurs, pour devenir un partenaire actif et constructif des Amériques, le Québec mise sur un atout culturel : les compétences linguistiques de sa population active.

Déjà, nous comptons, parmi celle-ci, deux fois plus de personnes trilingues que dans le reste du Canada. L'un de nos objectifs est d'augmenter de 50 % le nombre de Québécois trilingues au cours de la décennie à venir. Ces derniers représenteront alors 12 % de la population active. Pour ce faire, très bientôt, une troisième langue – l'espagnol dans la plupart des cas – sera enseignée dans nos écoles secondaires. L'apprentissage d'une troisième langue sera également encouragé dans la population québécoise en général. Si on se fie à l'engouement qu'elle manifeste présentement à cet égard, le nombre des 20 000 Québécois qui parlent déjà l'espagnol est appelé à augmenter rapidement. Quant à notre jeunesse, nous souhaitons qu'elle soit ouverte sur le monde. Même à l'ère d'Internet et du virtuel, rien ne peut remplacer la chaleur d'un contact humain et réel. Ainsi, dans le cadre de la Décennie

québécoise des Amériques et d'un important sommet sur la jeunesse récemment tenu à Québec, nous avons annoncé la création de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse.

Cette agence permettra, chaque année, à des jeunes des trois Amériques de se familiariser avec leurs cultures respectives. Ces 3 000 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, effectueront des séjours au Québec et dans d'autres pays de notre hémisphère. Nous souhaitons vivement que votre pays devienne un partenaire privilégié dans cette initiative. À l'heure de faire un premier bilan du libre-échange, force est de constater que nous avons pris la bonne décision en 1988. Si, jusqu'en 1990, les ventes hors Québec étaient surtout dirigées vers les provinces canadiennes, depuis, elles le sont davantage vers les États-Unis et vers le reste du monde. Depuis 1990, la valeur de nos exportations internationales a plus que doublé. Une augmentation de 130 %. La croissance de nos exportations vers le reste du Canada a augmenté de seulement 12 %, tandis que la croissance de nos exportations vers les États-Unis a fait un bond de 135 %. Nous devons notre réussite commerciale à des milliers d'entreprises. En augmentant, entre 1996 et 1999, de 2000 le nombre de petites et moyennes entreprises exportatrices, nous avons démontré que le commerce international n'était pas l'apanage des grandes multinationales.

Nous avons prouvé des milliers de fois que les marchés étrangers sont à la portée de toute entreprise ayant un produit original à offrir à un prix concurrentiel. Qu'en est-il plus particulièrement du commerce entre le Chili et le Québec? Le Chili est le troisième partenaire commercial du Québec en Amérique du Sud. Les échanges commerciaux entre le Québec et le Chili, bien que modestes, ont progressé plus rapidement au cours des années 90 que la croissance moyenne des échanges du Québec avec l'Amérique du Sud. C'est donc dire que le Chili prend une place de plus en plus grande dans le commerce international québécois avec cette région du monde. Les importations du Québec en provenance du Chili se sont accrues considérablement durant la dernière décennie, avec une hausse de 115 % depuis 1990. Le cuivre constitue près de la moitié des importations du Québec, suivi par les fruits frais, la fonte et l'affinage des métaux non ferreux et, bien sûr, le vin, qui agrmente notre table et dont les Québécois apprécient la finesse.

Quant aux exportations québécoises à destination du Chili, elles ont également augmenté depuis 1990. Elles se diversifient, et on note que 40 % d'entre elles sont constituées de produits de moyenne et de haute technologie. Nous n'avons pas encore assisté, à notre avis, au véritable décollage de nos échanges économiques. Cette mission et les suites qui lui seront données nous permettront d'augmenter nos échanges commerciaux, d'intensifier nos partenariats et d'ouvrir un nouveau chapitre dans nos rapports bilatéraux. Les gens d'affaires québécois qui m'accompagnent veulent être les artisans du nouveau dynamisme de notre relation. Ils représentent les secteurs qui font la fierté de l'économie québécoise.

J'aimerais aussi souligner la présence parmi nous du président de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, Monsieur Gérald Ponton, notre partenaire dans cette mission. Plusieurs représentants de grandes sociétés d'État québécoises sont aussi des nôtres, comme Messieurs Claude Blanchet de la Société générale de financement, André Caillé d'Hydro-Québec, Jean Lamothe de la Caisse de dépôt et placement du Québec, André Marcil de la Société d'habitation du Québec. Nous sommes également accompagnés de recteurs et de dirigeants de nos universités et collèges ainsi que d'une dizaine d'autres représentants des milieux de la culture et de l'éducation. Le Québec est attrayant pour les

investisseurs et un partenaire technologique de choix en Amérique du Nord. Le fait qu'il devance maintenant tous les pays du G7, quant à la croissance des dépenses de recherche et développement des entreprises, témoigne du dynamisme de son économie. Pour les investisseurs intéressés à s'établir au Québec, nous offrons un environnement d'affaires hautement concurrentiel. Selon une récente étude de la firme KPMG, société internationale d'experts-conseils en gestion, c'est au Québec que les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise sont les plus bas comparativement aux principaux pays industrialisés. À titre d'exemple, les coûts d'entreprise au Québec sont de 2,1 % inférieurs à la moyenne canadienne et de 9,7 % moins élevés qu'aux États-Unis. Ajoutons à cela des incitatifs fiscaux parmi les plus intéressants en Amérique du Nord, plus un taux d'imposition des sociétés parmi les plus faibles du continent nord-américain.

Dans son dernier budget, notre ministre des Finances a en plus annoncé une exemption fiscale complète de dix ans pour tout projet majeur d'investissement. Les entreprises présentes au Québec peuvent compter sur la plus grande disponibilité de capital de risque au Canada. De plus, mon gouvernement a récemment conclu une entente avec les dirigeants du NASDAQ afin de mettre en place une nouvelle bourse électronique qui sera située à Montréal. Les entreprises du Québec auront ainsi un meilleur accès à un vaste bassin de capital nécessaire à leur expansion. Mais les succès concurrentiels ne sont pas seulement une question de coûts de production, c'est aussi une question de main-d'œuvre.

La qualité et la stabilité de notre main-d'œuvre sont les raisons le plus souvent évoquées par les investisseurs étrangers qui choisissent le Québec. Pour maintenir notre place dans le peloton de tête, nous avons développé des instruments originaux. Je pense notamment à la Société générale de financement et à Investissement Québec. La Société générale de financement est le partenaire idéal pour les entrepreneurs qui s'installent au Québec ou qui cherchent du capital pour se développer en Amérique du Nord. La SGF est un important groupe financier qui rassemble les sociétés d'investissement d'État. C'est un des plus importants outils de développement de l'économie québécoise. Quant à Investissement Québec, elle coordonne les actions gouvernementales en matière d'accueil et de soutien aux projets d'investissement, en agissant à titre d'interlocuteur privilégié auprès des entreprises.

Créer de la richesse parmi nos peuples respectifs est certainement l'objectif ultime de notre mission. Cependant, on ne peut calculer la richesse d'un peuple uniquement en termes de dollars et de pesos. Nous souhaitons une ouverture plus large qui, nous l'espérons, incitera à un rapprochement généralisé entre le Chili et le Québec, notamment dans le secteur de l'éducation. Un peu partout dans le monde, ces dernières années, les gouvernements et la société civile ont reconnu l'éducation et la formation comme des secteurs névralgiques dans le cadre de la mondialisation. Dans ce contexte, les établissements d'enseignement supérieur québécois ont la volonté d'amorcer ou d'intensifier les échanges de connaissances, le partage des compétences, en plus de favoriser la mobilité étudiante. Les universités québécoises et les universités chiliennes ont déjà conclu 31 ententes de coopération dans des domaines tel que l'administration publique, la foresterie et la géomatique. Je souhaite ardemment que, de cette mission, émergent de nouvelles alliances et d'autres projets innovateurs. Le Québec est le seul État d'Amérique du Nord où le français est la langue officielle et commune. Parce que nous ne représentons que 2 % de la population du continent, nous comprenons parfaitement les réticences légitimes,

exprimées ici et là, concernant l'impact de l'intégration économique sur la diversité culturelle et sur la capacité des États de faire des choix sociaux, culturels et économiques.

Les nations ont raison de vouloir vendre leurs produits, mais elles ont aussi raison de ne pas vouloir perdre leur âme. Se rapprocher ne veut pas dire se confondre. Il s'agit de trouver un équilibre entre l'intégration économique et le respect des identités nationales et de la diversité culturelle.

En plus de sa délégation générale à Mexico, le Québec compte des représentations en Argentine, au Costa Rica, au Venezuela, au Pérou et en Colombie. Ici, à Santiago, nous maintenons un bureau qui, dirigé par Mme Paulina Del Villar, ne ménage aucun effort pour solidifier et développer nos relations bilatérales. Nous entendons bien renforcer et étendre ce réseau qui témoigne de l'importance que nous accordons à l'Amérique latine.

Il ne me reste qu'à souhaiter la meilleure des chances à la centaine d'entreprises et d'institutions québécoises présentes et aux nombreux partenaires potentiels de votre pays qu'elles ont déjà rencontrés.

Puissent vos échanges déboucher sur des discussions fructueuses et mutuellement profitables. Muchas gracias !